

Les paons et les vautours s'emparent de la question du déficit
« La seule chose dont nous devons avoir peur sur le plan fiscal et budgétaire, c'est de la peur elle-même »

Par Paul Krugman – *New York Times* – 27 avril 2020
(Paul Krugman est chroniqueur au NY Times depuis 2000, il est également professeur d'université à New York. Enfin, il a été lauréat du Prix Nobel d'économie en 2008 pour ses travaux sur le commerce international et la géographie économique)

Près d'une décennie s'est écoulée depuis que j'ai publié une chronique intitulée « Le mythe de l'austérité ». Dans cette chronique, j'indiquais que l' « alarmisme déficitaire » [peur excessive d'un déficit, liée à des emprunts importants] allait retarder la reprise économique [après la crise des subprimes de 2008]. Malheureusement, ce type de peur semble être de retour aujourd'hui.

Ce retour s'observe dans le nombre croissant de nouvelles analyses mettant en évidence le montant important de dettes que va entraîner la crise du Covid-19. Cela se retrouve également dans le discours de responsables politiques comme Mitch McConnell, chef de groupe de la majorité [républicaine] au Sénat, qui bloque l'aide à destination des États [américains] et des gouvernements locaux en difficulté, sous prétexte que c'est trop coûteux.

Le moment semble donc bien choisi pour souligner deux éléments importants. Le premier est d'ordre économique : même si nous allons avoir de très importants déficits budgétaires dans les deux années qui viennent, cela ne fera pas ou peu de réels dégâts. Le second élément, c'est que très peu de personnalités politiques ou médiatiques importantes sont réellement obsédées par la question de l'augmentation de la dette publique. Ce que nous avons, ce sont plutôt des paons et des vautours.

Le terme « paons du déficit » a été avancé par le Center for American Progress pour qualifier des personnes qui s'alarment et qui s'agitent à propos des questions liées à la dette mais sans proposer aucune solution politique concrète. Je pense qu'on peut étendre l'expression à ce que j'appelle les « gens très sérieux », c'est-à-dire ceux qui s'opposent à toute forme de dettes non pas en se basant sur des analyses précises et documentées mais bien au nom d'une attitude prétendument sérieuse et responsable.

Les « paons du déficit » ont connu une période de succès au début des années 2010, une époque où des gens comme Alan Simpson et Erskine Bowles étaient encensés par les médias. Comme l'avait relevé à l'époque Ezra Klein du site *Vox*, étrangement, « la règle de neutralité des journalistes ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de dette et de déficit », il est considéré comme acquis que les analystes qui rejettent toute idée de dette ont définitivement raison. (...)

Les « paons du déficit » se sont faits discrets ces dernières années, même si le déficit budgétaire, qui a fortement diminué durant les années Obama, a tendance à augmenter à nouveau depuis que Trump est arrivé à la Maison blanche. C'est amusant comme cela peut être subjectif...

Et vous pouvez être sûrs qu'ils seront pourtant à nouveau au rendez-vous si Biden gagne en novembre.

Il y a aussi les « vautours du déficit ». C'est le nom que j'ai utilisé pour qualifier les responsables politiques qui utilisent la question de la dette et du déficit pour promouvoir un agenda politique réactionnaire [= retour en arrière].

Après la dernière crise [subprimes, 2008], les conservateurs [républicains] ont utilisé les déficits comme prétexte pour réduire les programmes sociaux - par exemple, un certain nombre d'États ont rendu beaucoup plus difficile la perception des allocations de chômage. Cette fois-ci, McConnell et Trump tentent d'exploiter les craintes de déficit pour forcer les gouvernements des États à réduire leurs effectifs, à réduire (et éventuellement à privatiser) les services postaux, etc.

Évidemment, l'attitude des « vautours du déficit » est de la pure hypocrisie. Que l'on pense à la réduction d'impôt de 2 milliards de dollars faite par Trump et McConnell en 2017. Le déficit ne semblait alors pas trop les inquiéter... De la même façon, les Républicains ne se sont pas plaints des énormes subventions accordées par Trump aux agriculteurs, pour faire face aux conséquences désastreuses de ses propres choix politiques.

De plus, en ce moment, beaucoup de reportages et d'analyses comportent une orientation claire, une lecture partisane [ce que l'économiste Dean Baker appelle une « mind-reading »]. Dans de longues analyses, on nous explique que les Républicains sont inquiets à propos de l'augmentation de la dette publique mais on ne nous explique absolument pas pourquoi ils sont inquiets. Ces analyses manquent d'arguments et incitent au scepticisme. En effet, les Républicains ont-ils jamais considéré l'augmentation de la dette comme un obstacle à la réalisation de leur programme et à la réduction massive des taxes ? Ne serait-ce qu'une fois ?

Hypocrisie mise à part, devrions-nous nous inquiéter des conséquences de la crise du Covid-19 sur la dette publique et le déficit budgétaire ? Définitivement, non.

Il est vrai que les chiffres annoncés sont impressionnants. La semaine dernière, le Bureau du Budget du Congrès a publié des projections économiques et budgétaires préliminaires pour les deux prochaines années, qui étaient à la fois incroyables et totalement prévisibles.

Autrement dit, les chiffres étaient importants mais plus ou moins conformes à ce que de nombreux économistes indépendants avaient prédit. Le bureau du budget s'attend à ce que la crise de Covid-19 fasse monter le taux de chômage à 16% en quelques mois, ce qui pourrait même être une estimation basse.

L'augmentation du chômage entraînera une chute des recettes fédérales ainsi qu'une augmentation des dépenses dans les programmes de solidarité comme l'assurance-chômage, Medicaid [assurance maladie pour les catégories sociales économiquement défavorisées] et les timbres alimentaires. Ajoutez à cela les montants importants votés par le Congrès et le bureau du budget prévoit des niveaux de déficit jamais atteints depuis la Seconde Guerre mondiale. De la même façon, il est prévu que la

dette publique fédérale passe de 79 à 108 % du PIB, ce qui est potentiellement effrayant.

Mais le gouvernement pourra emprunter cet argent à des taux d'intérêt incroyablement bas. En fait, les taux d'intérêt réels - les taux des obligations d'État protégées contre l'inflation - sont négatifs. Le fardeau de la dette supplémentaire, mesuré par l'augmentation des paiements d'intérêt fédéraux, sera donc négligeable. Et non, nous n'avons pas à nous soucier de rembourser la dette. En réalité, nous ne le ferons jamais, et ce n'est pas un problème.

L'essentiel est qu'à l'heure actuelle, la seule chose que nous ayons à craindre des déficits est la peur du déficit elle-même. Ne faites pas attention aux paons et aux vautours. En cette période de pandémie, nous pouvons et devons dépenser tout ce qu'il faut pour limiter les dégâts.

Questions

1) À quel discours célèbre le sous-titre de cet article (« La seule chose dont nous devons avoir peur sur le plan fiscal et budgétaire, c'est de la peur elle-même ») fait-il référence? Pourquoi Paul Krugman a-t-il choisi cette référence dans le contexte actuel?

2) Globalement, quel est le point de vue de Paul Krugman à propos de la dette que générera la crise actuelle?